Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 49 (1999)

Heft: 3

Nachruf: Jacques Freymond (1911-1998)

Autor: Ackermann, Bruno

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 31.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Jacques Freymond (1911–1998)

Bruno Ackermann

Nulle part l'idée de l'humanité
n'a eu autant de force qu'en Europe.
Karl Jaspers

Jacques Freymond s'en est allé rejoindre le monde du silence. Pourtant sa voix demeure, le verbe persuasif, entrecoupé parfois d'une gouaillerie bellettrienne dont seul il avait le secret, un sourire aux coins des lèvres, une voix riche et bien conduite, mêlée aux nombreux débats, parfois difficiles mais féconds, engagés avec des hommes de tous horizons de pensée. Point de dogmatisme dans l'élan de ses idées, mais des convictions inlassablement portées vers ceux qui acceptaient de débattre avec lui. Peu nombreux sont les hommes qui, dans ce siècle présent, et en Suisse surtout, ont observé les événements graves avec tant de lucidité, de courage et de sens des responsabilités. Son dernier ouvrage, *Le XXe siècle entre guerre et paix* (1997) – un recueil d'articles occasionnels, de textes de conférences, d'essais «d'histoire immédiate» et de chroniques consacrées aux relations internationales contemporaines –, témoigne d'un riche parcours intellectuel et universitaire. Il retrace le cheminement d'un historien hors du commun, à l'affût des moindres soubresauts du monde, d'une pensée féconde constamment en éveil, d'un militant, personnaliste et fédéraliste au fond de l'âme, né avec le siècle et transformé par lui, d'un homme enfin, entier dans sa vérité humaine comme dans sa foi en l'homme, le regard vif et incisif, tourné toujours vers le meilleur avenir raisonnable et possible.

Promis sans doute par ses aptitudes de meneur d'hommes à des responsabilités politiques, il choisit cependant la voie intellectuelle et universitaire, celle de l'autorité, le chemin de l'éveil des consciences, un choix dicté par une générosité de cœur et d'esprit, guidé aussi par le respect de la personne humaine et la volonté de peser sur le cours des choses.

Né à Lausanne le 5 août 1911, décédé à Genève le 4 mai 1998, son itinéraire dans le siècle est marqué par les bouleversements de l'histoire, auxquels il prend part en sa double qualité de témoin engagé et d'historien. Après des études de lettres à l'Université de Lausanne, puis à Munich, où il assiste en 1932–1933 à l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, il monte l'année suivante à Paris afin d'y suivre en Sorbonne le séminaire d'histoire économique de Henri Hauser et le cours sur l'histoire du socialisme d'Elie Halévy, grâce à qui il perçoit très tôt la «montée des périls» au sein des nations européennes. Il rencontre également André Siegfried, le «maître des politologues». C'est dans la mouvance des jeunes intellectuels non conformistes des années trente et des mouvements personnalistes qu'il prend conscience de la lourde responsabilité qui pèse sur la jeune génération et des

grands débats qui agiteront le siècle. *La Révolution du nihilisme* de Hermann Rauschning et *La Révolution nécessaire* d'Arnaud Dandieu et de Robert Aron sont des ouvrages qui marqueront durablement le jeune historien d'alors.

Il soutient en juillet 1939, sous la direction de Charles Gilliard, une thèse sur *La politique de François Ier à l'égard de la Savoie.* En 1943, il est nommé à la chaire d'histoire moderne et contemporaine à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne, puis professeur d'histoire diplomatique à l'Ecole des sciences politiques et sociales dès 1945, enseignement qu'il mènera de front avec ses activités de chroniqueur de politique étrangère à *La Tribune de Lausanne*, puis à la *Gazette de Lausanne*, complétées par une chronique mensuelle dans *Suisse contemporaine.* L'un ou l'autre de ses textes des années sombres, signé de l'initiale F., n'est point passé inaperçu. «L'Allemagne, écrivait-il, est devenue, peut-être contre son gré, le tyran détesté [...] Sera-t-elle [...] conduite, comme le sont aujourd'hui les pays occupés par la force seule et dans le mépris de ce que l'humanité a compris jusqu'ici sous le nom de justice?»[1] Par ses propos, il s'attira les foudres des autorités de censure. Aux prises avec l'événement à chaud, l'historien-chroniqueur qu'il était n'a jamais fui ses responsabilités intellectuelles et morales.

La Révolution russe fut pour lui l'un des événements marquants, qui fit naître son intérêt tout particulier pour l'histoire du mouvement ouvrier. Marx et Engels, puis Proudhon et Flora Tristan, figurent en bonne place parmi ses lectures et ses réflexions. Son *Lénine et l'impérialisme* (1951), publié au retour d'un séjour d'études aux universités de Yale et Colombia, puis son ouvrage sur la politique étrangère américaine, *De Roosevelt à Eisenhower* (1953), n'ont rien perdu avec le temps. Dans son étude consacrée à la politique étrangère américaine de l'après-guerre, l'historien des relations internationales analyse le glissement progressif des Etats-Unis vers la politique mondiale et tente d'expliquer, à la lumière implacable des faits, les fondements de cette prépondérance mondiale, les dangers aussi qui guettent cette grande nation si elle se laisse emporter trop loin dans une stratégie dont elle n'a pas, selon lui, à assumer l'entière responsabilité.

Selon l'historien, l'Europe, si inquiète de la puissance américaine, tient entre ses mains le sort et l'avenir de la paix. De la politique extérieure des autres grands empires dépend également l'engagement ou non de l'Amérique dans les affaires du monde. Et de conclure que les relations internationales «sont dominées peut-être encore plus par le choc des volontés que par le rapport des puissances»[2], une vision qui aujourd'hui encore sonne comme une vérité dans le regard que nous pouvons porter sur les événements contemporains. Avec *Le conflit sarrois 1945–1955*, une synthèse magistrale sur un conflit qui a empoisonné les relations franco-allemandes, l'historien témoigne, là encore, de sa volonté de s'introduire avec audace dans des problèmes très contemporains, de participer à l'histoire en marche.

En 1951, il est appelé par William Rappard et Paul Mantoux à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève pour y enseigner l'histoire des relations internationales. Dès 1955, il assume la direction de l'institut, et entreprend des réformes importantes visant à en hausser le niveau intellectuel: recrutement plus exigeant pour les étudiants, ouverture de nouvelles sections dans lesquelles les relations internationales prennent une place particulière, recrutement de professeurs étrangers, initiatives qui toutes visent un seul objectif: comprendre mieux

1 «A propos de l'ordre nouveau», in *Tribune de Lausanne*, 26 juillet 1942.
2 *De Roosevelt à Eisenhower*, Genève, Droz, 1953, p. 151.

le monde contemporain sans tomber dans les pièges de l'actualité. La mission de l'Université, disait-il, doit «se consacrer précisément à la formation des citoyens, d'hommes conscients de leurs responsabilités à l'égard de nos sociétés en péril»[3]. Ses activités de professeur et son rayonnement intellectuel ont indiscutablement marqué des générations d'étudiants.

A la même époque, il participe activement au Comité international de la Croix-Rouge, mais quitte l'institution en 1972 à la suite de différends sur les méthodes à suivre. Frappé par l'incroyable montée de la violence et du cynisme dans les relations internationales, et par l'incapacité des politiques à remédier au désordre du monde, ses activités au sein du CICR lui ont inspiré un ouvrage d'une rare sobriété et d'une exemplaire discrétion en raison de la profonde compassion qu'il témoignait à l'égard des victimes. Dans *Guerres, Révolutions, Croix-Rouge* (1976), il rappelait à tous, gouvernements y compris, que la seule raison d'être des Conventions de Genève, au-delà de l'activisme et du juridisme, est de ramener chacun à son devoir d'humanité, dénonçant du même coup le détournement de la charité au profit de la politique, une perversion de l'humanitaire aujourd'hui dénoncée avec force par maints observateurs. Quelques années plus tard, Jacques Freymond écrira qu'il est possible de dissocier la politique humanitaire de la politique des Etats, à la condition cependant «d'en avoir la volonté, de se préoccuper exclusivement de la victime et de considérer sa protection comme seul objectif de l'engagement»[4].

Parallèlement à ses activités universitaires, il préside dès 1975 la Commission nationale de publication des *Documents diplomatiques suisses* couvrant la période 1848–1945, édite les documents de la *Première Internationale*, fonde et dirige avec Jean-Baptiste Duroselle la revue *Relations internationales*, publie nombre d'articles dans de grandes revues étrangères. Il est un membre actif de plusieurs associations et d'instituts, parmi lesquels la Fondation Pro Helvetia, l'Association suisse de science politique, l'Institut stratégique de Londres, l'Institut universitaire d'Etudes du Développement et l'Institut d'Etudes européennes, dont il a contribué à la création, le Club de Rome et la Fondation internationale Prix Balzan.

Partout la voix de l'historien s'est fait entendre, souvent par la force de convictions inébranlables, ne déniant jamais la critique lorsque celle-ci était solidement argumentée. L'homme a tiré des nombreux débats auxquels il a participé une grande humilité, une lucidité certaine et la conscience aiguë de sa responsabilité civique et intellectuelle dès lors qu'il s'est agi d'éclairer les grands phénomènes de son époque. Sa rencontre avec les membres du Club de Rome et des Futuribles notamment, qui s'interrogeaient alors, non sans gravité et sans audace, sur les conséquences des choix de nos sociétés, ont orienté ses prises de position tant politiques que morales, et lui ont permis de penser avec sérieux et nuance l'avenir de nos sociétés.

L'Académie des Sciences morales et politiques de Paris le couronne tout naturellement en 1993 du Grand Prix pour l'ensemble de son œuvre: ses appréciations fines sur les grands problèmes de l'heure ont été écoutées avec respect, et ses analyses de prospective, dont il est un pionnier dans le monde universitaire européen avec Bertrand de Jouvenel, rarement démenties. Pourtant, les honneurs qu'on lui rendait tardivement n'émiettèrent jamais ses efforts pour conduire avec brio une

3 *Le XXe siècle entre guerre et paix*, Genève, Georg, 1998, p. 89.
4 *Le XXe siècle entre guerre et paix, op. cit.*, p. 88.

critique serrée des sociétés contemporaines. Point de désespérance dans son engagement, où courage et humour se rejoignaient d'un même élan.

C'est dans le voisinage du Centre européen de la Culture alors dirigé par Denis de Rougemont qu'il trouve le bonheur d'un autre engagement constant et cohérent, découvert lors du Congrès de La Haye (1948). Il adhéra d'emblée à l'immense espoir que cette réunion avait suscité, tout en percevant de manière perspicace les difficultés à venir de la construction européenne. Partout où l'idée d'Europe était menacée et devait être défendue – en Suisse notamment, où l'impréparation politique sur les problèmes à venir est une constante nationale –, la voix de Jacques Freymond retentissait. Jean-Baptiste Duroselle évoquait un jour son «irritation créatrice», une vertu cultivée publiquement qui en hérissa plus d'un, mais qui fit de lui un infatigable militant pour des causes dignes à ses yeux, à son esprit et à son cœur. L'injustice, l'irresponsabilité et l'absence de sens civique ont toujours exaspéré Jacques Freymond. Il aimait à citer cette phrase de son ami Denis de Rougemont: «Lorsque l'intelligence, dégoûtée, déserte le Forum, c'est la bêtise qui s'occupe des affaires publiques et tout finit en dictature: plus question de pensée libre, j'entends: de pensée responsable.»

C'est en homme libre et responsable, justement, tant par fidélité que par conviction et tempérament, qu'il perpétue l'œuvre de son ami, et qu'il assume durant six ans, de 1986 à 1992, les destinées du Centre européen de la Culture à Genève dont il défend pleinement l'héritage qui, écrit-il, se résume «dans cette affirmation que nos sociétés sont fondées sur la conviction que l'homme, la personne humaine, est libre et responsable»[5].

Le combat pour l'Europe, pour l'union de tous les Européens, n'est pas l'affaire des politiques seuls, mais l'affaire de tous les citoyens. Et de lancer un vibrant plaidoyer pour la démarche fédéraliste, méthode «coordonnatrice et régulatrice» des tensions naturelles et fécondes de toute société, seule méthode apte à dépasser et à résoudre les conflits qui opposent les Etats, les régions ou encore les pouvoirs locaux et régionaux. Cette Europe, une et diverse, ne saurait vivre durablement et trouver sa vraie raison d'être que si les Européens affrontent les défis nouveaux – à l'intérieur (le chômage, la protection de l'environnement, la révolution des technologies) comme à l'extérieur (l'implosion de l'Europe de l'Est, la poussée de l'internationalisme libéral américain, la survie des autres cultures) –, en se référant à leurs valeurs communes.

Il proclame qu'une Europe politiquement viable ne peut être fondée ni sur les seuls impératifs économiques ni sur un système mondial d'interdépendance, mais sur la prise de conscience d'une communauté de culture, c'est-à-dire d'un accord sur des valeurs propres à nos sociétés européennes et leurs finalités. Avec rigueur et largesse d'esprit, il défendit cet héritage intellectuel, convaincu plus que jamais qu'il fallait faire fructifier ce capital de culture et d'invention créatrice. Cheville ouvrière de nombreuses rencontres, colloques, séminaires restreints, dont les conclusions étaient portées à la réflexion des décideurs politiques, Jacques Freymond était animé par une volonté insatiable de changer le cours des choses et des esprits: peser sur l'avenir européen était chez lui une profession de foi.

Ouvert au monde, la Suisse, où il vécut en citoyen agissant, ne l'a jamais laissé indifférent. Le regard vigilant, parfois acerbe, sur les malaises helvétiques, ses pro-

5 «Le Centre européen de la Culture. Une œuvre à poursuivre», in *Cadmos*, n° 34, été 1986, p. 4.

positions constructives sur le devenir du pays qui l'a vu naître et auquel il vouait le respect du cœur et de la raison, ont irrité tout autant qu'ils ont forcé l'admiration de ceux qui, avec lui, voulaient peser sur l'histoire de cet îlot préservé des vicissitudes de l'histoire. Lors des manifestations du 700e anniversaire de la Confédération, dans un texte sur «les embarras d'un peuple heureux», il retrace à grands pas les étapes de la politique extérieure de la Suisse, active, toute à la fois «décidée et prudente». Aussi «solitaires dans la paix que dans la guerre», les hautes autorités du pays ont tenté avec courage, au lendemain de la Guerre, de mettre en valeur «un modèle de gestion» d'un petit Etat ouvert aux affaires du monde. C'était sans compter que le peuple demeurait fondamentalement conservateur, et d'ajouter que les Suisses eux-mêmes devront pourtant admettre que, «en s'obstinant à vivre en vase clos, ils vident leur témoignage politique de sa substance pour se satisfaire d'un mythe»[6]. Dans la grande bataille idéologique de l'après-guerre, même si la Suisse, et l'Europe tout autant, se sont retrouvées étranglées par les deux grandes puissances, il n'en demeure pas moins que certains grands esprits de ce pays, tels Denis de Rougemont, François Bondy et d'autres, ont contribué, de manière décisive, à défendre au sein du Congrès pour la Liberté de la Culture, des valeurs à la hauteur de l'héritage européen.

Les grands bouleversements socio-politiques des années 70 laissent apparaître que les Suisses étaient bien mal préparés à affronter les crises. Les nombreuses «affaires» qui secouent alors la Suisse, outre le fait qu'elles mettaient à rude épreuve l'esprit civique des citoyens de ce pays, sapent à la base les valeurs fondatrices de ce que d'aucuns ont appelé une «démocratie-témoin». Le jugement de l'observateur attentif qu'est Jacques Freymond est dès lors d'une sévérité à la mesure des erreurs commises par le passé et de l'état d'autosatisfaction et de narcissisme cultivé dans ce pays: la Suisse est coupable d'avoir laisser «les esprits médiocres occuper le terrain à un moment historique où ce petit pays a besoin de visionnaires pour le conduire dans un monde qui glisse dans l'anarchie»[7].

Pourtant la Suisse existe! Et si elle existe encore, dit Jacques Freymond, c'est parce que les Suisses ont résisté aux forces centrifuges de l'histoire. Mais le temps est venu aussi de tirer les leçons positives des expériences accumulées au cours de 700 ans d'existence, celle du fédéralisme notamment, dont les Suisses ont «appris à faire un usage intelligent», de mettre cette expérience au service de la communauté internationale, en d'autres termes, d'accomplir «nos devoirs» envers elle. A Denis de Rougemont qui souvent a évoqué la mission européenne de la Suisse, Jacques Freymond emboîte allègrement le pas, en donnant toutefois cet avertissement: «Ce qui importe à l'heure actuelle, c'est que les Suisses approfondissent leurs connaissances de la politique internationale et qu'ils fassent l'effort nécessaire pour définir et conduire une politique extérieure cohérente et crédible.»[8] En écrivant ces lignes, sans doute se souvenait-il de la thèse maintes fois exposée par Denis de Rougemont: à savoir que la Suisse, et sa méthode fédéraliste, souvent décriée et mal connue, pourraient servir l'avenir européen, ou tout au moins esquisser l'architecture d'une fédération heureuse, et que la responsabilité historique de la Suisse à l'égard de l'Europe est entière.

6 *700 ans + 4 et pourtant la Suisse existe!* Genève, Centre européen de la Culture, Genève, 1995, p. 20.
7 *Ibid.*, p. 76.
8 *Ibid.*, p. 101.

Au moment où l'affaire des fonds juifs en déshérence défrayait la une des journaux et que d'aucuns adressaient à la Suisse des reproches sévères sur sa morale politique passée, Jacques Freymond, seul contre tous, appelait les nouveaux contempteurs de la morale à d'abord «relever les défis de cette fin de siècle, ne serait-ce que pour arrêter le glissement de nos sociétés vers l'anarchie»[9]. Certes, «nous ne sommes pas irréprochables, admet-il, mais nous sommes capables [...] de faire nous-mêmes notre autocritique, de nous interroger sur la portée et les limites de notre statut de neutralité qui nous a permis [...] de maintenir la paix au sein de notre Confédération, afin de n'être pas un jouet entre les mains de l'étranger»[10].

L'Europe, le monde, la Suisse, le fédéralisme, les révolutions technologiques de notre fin de siècle, les relations internationales, furent au centre de ses réflexions quotidiennes et prospectives[11]. Mais au-delà de l'indignation et de la révolte intérieure, qui sont les vertus des esprits lucides de notre temps, il y a nécessité de penser le présent en tant qu'il est leçon du passé et promesses d'avenir. Ne point s'y appliquer avec rigueur et humanité – ces deux qualités ne sont pas contradictoires – serait fuir ses responsabilités d'homme et finalement renoncer à sa liberté. Jacques Freymond s'y est attelé avec bonheur et gravité, notamment dans *La Paix dangereuse* (1986), exposant avec une grande lucidité la civilisation du risque dans laquelle nous sommes entrés, et les moyens dont nous disposons pour en sortir. Le danger nucléaire entre les deux Grands disparu, il ne subsiste pas moins des menaces, directes ou indirectes, de plus en plus graves contre les hommes, menaces contre lesquelles les Etats sont souvent impuissants en raison de leurs indécisions et leurs manques de courage politique.

Franchirons-nous le cap du XXe siècle, s'interroge alors l'historien-témoin? Sa réponse est invariable, durable: les hommes doivent apprendre à gérer les crises, à faire preuve de civisme. Ils doivent entrer en dialogue avec un monde qui change, concentrer leur attention sur la signification qu'ils donnent à leur engagement au service d'une société d'hommes libres et responsables, libérer leurs énergies créatrices pour ressusciter *hic et nunc* un avenir heureux.

9 *Le XXe siècle entre guerre et paix, op. cit.*, p. 5.
10 *Ibid.*, p. 229.
11 Cf. l'hommage à Jacques Freymond, *Relations internationales*, n° 98 (à paraître 1999).